



CANADIAN
PSYCHOLOGICAL
ASSOCIATION

SOCIÉTÉ
CANADIENNE
DE PSYCHOLOGIE

ÉNONCÉ DE POLITIQUE DE LA SCP SUR LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE SEXE

Énoncé de position de la Société canadienne de psychologie

Approuvé par le conseil d'administration de la SCP - février 2024

Préparé par :

D^{re} Ada L. Sinacore

Avec reconnaissance à :

D^{re} Karen Cohen

D^{re} Kerri Ritchie

M. Glenn Brimacombe

D^{re} Lauren Thompson

D^{re} Lisa Votta-Bleeker



CANADIAN
PSYCHOLOGICAL
ASSOCIATION

SOCIÉTÉ
CANADIENNE
DE PSYCHOLOGIE

À PROPOS DE LA SCP

La Société canadienne de psychologie (SCP) est le porte-parole national de la science, de la pratique et de l'enseignement de la psychologie au Canada et se voue à la promotion de la santé et du bien-être des Canadiens. Avec plus de 7000 membres, la SCP est la plus grande association professionnelle de psychologues au Canada et représente les psychologues en pratique publique et privée, les professeurs d'université et les chercheurs universitaires, ainsi que les étudiants.

Les psychologues constituent le plus grand groupe de fournisseurs de soins de santé mentale spécialisés membres d'une profession réglementée capables de diagnostiquer et de traiter les troubles mentaux, ce qui fait de notre profession une ressource clé pour offrir aux Canadiens les soins de santé mentale dont ils ont besoin.

VISION

Une société où la compréhension des divers besoins, comportements et aspirations de l'être humain est le moteur de la législation, des politiques et des programmes destinés aux personnes, aux organisations et aux collectivités.

MISSION

Faire progresser la recherche, les connaissances et l'application de la psychologie au service de la société au moyen de la défense des intérêts, du soutien et de la collaboration.

**POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ
CONSULTER NOTRE SITE WEB À CPA.CA/FR**

RÉSUMÉ ET RECOMMANDATIONS

La Société canadienne de psychologie (SCP) soutient depuis longtemps que l'éradication de la violence fondée sur le sexe nécessite une « approche à plusieurs volets et intégrée, en mettant l'accent sur la recherche, la prévention et les mesures correctives » (Société canadienne de psychologie, 2010). Depuis l'adoption de cet énoncé de politique en 2010, la violence fondée sur le sexe a augmenté, de même que la manière dont elle est reconnue et signalée.

La SCP est d'avis que tous les ordres de gouvernement et tous les Canadiens et Canadiennes doivent travailler de manière concertée et en collaboration pour éliminer la violence fondée sur le sexe au Canada. La SCP est prête à apporter son aide et, en se fondant sur l'état de la recherche sur la violence fondée sur le sexe, formule la recommandation suivante :

Que le gouvernement fédéral, et les gouvernements des provinces et des territoires créent ou soutiennent des politiques visant à prévenir et/ou à réduire la violence fondée sur le sexe. Plus précisément :

- a. Que les ministères du Travail et de l'Éducation financent la création de ressources pédagogiques sur la violence fondée sur le sexe destiné aux lieux de travail et aux écoles, respectivement.
- b. Que les ministères de l'Éducation collaborent avec les écoles pour mettre en place des programmes de formation continue sur la violence fondée sur le sexe.
- c. Que les lieux de travail de toutes tailles soient tenus de disposer d'une politique en matière de violence fondée sur le sexe, qui est communiquée à l'ensemble du personnel lors de l'orientation des nouveaux employés et à intervalles réguliers par la suite.
- d. Que les ministères de la Santé privilégient les fonds destinés aux services de santé mentale et aux ressources
- e. Que les programmes de recherche qui cherchent à comprendre et à prévenir la violence fondée sur le sexe bénéficient de soutien financier.

INTRODUCTION

La violence fondée sur le sexe désigne « les actes préjudiciables dirigés contre une personne en raison de son sexe » (CDH : L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, s.d.). Il s'agit notamment de la violence exercée à l'encontre d'une personne qui ne souscrit pas à l'expression et/ou à l'identité de genre socialement établies que l'on attend de son sexe assigné à la naissance (Sinacore et coll., 2021). La violence fondée sur le sexe englobe toute une série de comportements, notamment les abus physiques, sexuels, psychologiques et économiques. La violence fondée sur le sexe touche toutes les personnes, indépendamment

de leur sexe, de leur identité de genre ou de leur situation sociale. Cependant, les personnes et les groupes qui subissent d'autres types de discrimination sont touchés de manière disproportionnée par cette forme de violence (Sinacore et Furlani, 2023).

PRÉVALENCE

La violence fondée sur le sexe demeure très répandue au Canada. Son ampleur et la façon dont elle s'exerce ne sont pas entièrement connues, car les incidents ne sont pas suffisamment signalés. À titre d'exemple, une enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés réalisée en 2019 et représentative à l'échelle nationale a révélé que seuls 5 % des femmes ont déclaré avoir informé la police de l'agression sexuelle la plus grave dont elles ont été victimes (Statistique Canada, 2019). En outre, les recherches ont montré que les hommes sont encore moins enclins à signaler les agressions sexuelles subies (Northcott, 2013). De nombreuses personnes ayant survécu à la violence fondée sur le sexe craignent que le fait de porter plainte auprès de la police entraîne une culpabilisation de la victime, la stigmatisation, des accusations de mensonge, et que la police, le système de justice pénale et/ou leur collectivité ne les prennent pas au sérieux (Chen, 2010). Le processus de signalement d'une agression à la police a été décrit comme retraumatisant ou revictimisant (Campbell, 2001). Malheureusement, la sous-déclaration des cas de violence nous empêche de nous faire une idée précise de la situation réelle en la matière.

Cependant, l'examen des données d'enquête autodéclarées peut aider à préciser la prévalence de la violence fondée sur le sexe. Trois femmes sur 10 et un homme sur 13 déclarent avoir été agressés sexuellement au moins une fois depuis l'âge de 15 ans (Cotter et Savage, 2019). Les taux de violence signalés par les Autochtones et les personnes vivant avec un handicap sont particulièrement alarmants. Près de la moitié des femmes autochtones (44 %) et plus du tiers des femmes vivant avec un handicap (39 %) déclarent avoir été agressées sexuellement (Cotter et Savage, 2019). En outre, les hommes autochtones et les hommes vivant avec un handicap font état d'un taux de victimisation par agression sexuelle jusqu'à deux fois supérieur à celui des hommes non autochtones et des hommes vivant sans handicap (Cotter et Savage, 2019). Les femmes et les hommes appartenant à des minorités sexuelles signalent également des taux plus élevés de victimisation par agression sexuelle que leurs homologues hétérosexuels. Plus précisément, si 30 % des femmes hétérosexuelles déclarent avoir été agressées sexuellement au moins une fois depuis l'âge de 15 ans, cette proportion est de 39 % chez les homosexuelles ou lesbiennes et de 55 % chez les femmes bisexuelles. Cet écart est encore plus marqué chez les hommes, le taux de victimisation par agression sexuelle étant trois fois plus élevé chez les homosexuels et les hommes bisexuels que chez les hétérosexuels (27 % et 25 % contre 8 %, respectivement; Cotter et Savage, 2019). Enfin, les femmes autochtones et les femmes vivant avec un handicap déclarent être victimes de violence conjugale deux fois plus souvent que les femmes non autochtones (Burczycka, 2020) et les femmes vivant sans handicap (Cotter et Savage, 2019).

La violence fondée sur le sexe comprend également le harcèlement. Dix-neuf pour cent des femmes et 13 % des hommes déclarent être harcelés au travail (Hango et Moyser, 2018). En outre, si l'on s'intéresse plus particulièrement au harcèlement sexuel, une femme sur trois et un homme sur huit déclarent avoir été harcelés sexuellement en public (Cotter et Savage, 2019). Dans les établissements d'enseignement supérieur, les femmes signalent jusqu'à quatre fois plus de situations de harcèlement sexuel que les hommes (Burczycka, 2020). Les personnes issues des minorités sexuelles, les personnes trans et les personnes non binaires sont beaucoup plus victimes de harcèlement sexuel que leurs homologues cisgenres¹ et hétérosexuels (Martin-Storey et coll., 2018). En outre, les femmes autochtones, les femmes racisées et les femmes vivant avec un handicap signalent un taux de harcèlement sexuel deux fois plus élevé que les femmes non autochtones, non racisées et vivant sans handicap (Cotter et Savage, 2019).

Les médias sociaux, Internet et diverses plateformes en ligne facilitent de nombreuses formes de violence fondée sur le sexe (p. ex. le cyberharcèlement, la cyberintimidation, le harcèlement en ligne, la pornodivulgateion, la distribution non consensuelle de photos ou de vidéos intimes; Jatmiko et coll., 2020). Le fait que cette violence soit souvent anonyme et traverse les frontières des États et les différentes compétences territoriales en fait un problème dévastateur et répandu (Baker, 2013).

RÉPERCUSSIONS PSYCHOLOGIQUES

En 2020, la Commission de la santé mentale du Canada a publié une déclaration soulignant l'importance de s'occuper de la santé mentale des personnes ayant survécu à la violence sexuelle et à la violence conjugale. Les personnes survivantes de violence sexuelle fondée sur le sexe et de violence conjugale font état d'une série de répercussions psychologiques qui ne correspondent pas forcément aux seuils diagnostiques, mais qui méritent néanmoins un accompagnement psychologique. Ces personnes signalent notamment un état de choc, de la confusion, de l'anxiété, du retrait social, des problèmes de sommeil et des flashbacks (Commission de la santé mentale du Canada, 2020).

En milieu de travail et en contexte scolaire, la violence fondée sur le sexe, le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles sont associés à une baisse de l'estime de soi, à une baisse de la satisfaction professionnelle ou de l'intérêt pour les études, à l'absentéisme, à une augmentation du stress et à l'abandon des études ou du travail (p. ex., Chan et coll., 2008; Stermac et coll., 2020). En outre, la violence fondée sur le sexe et la violence sexuelle peuvent avoir un impact négatif sur la satisfaction de vivre des survivantes et sur la qualité de leurs relations (Sinacore et Morningstar, 2017). Toutes les formes de violence fondée sur le sexe peuvent entraîner une perte de soutien social et de stabilité financière (qui, à eux seuls, sont des facteurs prédictifs d'une mauvaise santé mentale). De plus, chez les femmes autochtones, la violence fondée sur le sexe subie est liée à un taux accru d'itinérance (Pearce et coll., 2008).

¹ Le terme « cisgenre » désigne les personnes dont l'identité de genre correspond au sexe qui leur a été assigné à la naissance.

Les personnes qui ont survécu à un viol constituent le groupe le plus important de victimes de violence fondée sur le sexe, et des études estiment qu'un grand nombre d'entre elles développent un trouble de stress post-traumatique (TSPT). Par exemple, une étude a montré que la prévalence du TSPT au cours de la vie des femmes ayant subi une agression sexuelle est de 50 % (Creamer et coll., 2001). De plus, les personnes survivantes de violence fondée sur le sexe, de violence sexuelle et de violence conjugale sont beaucoup plus susceptibles de développer d'autres problèmes psychologiques tels que la dépression, l'anxiété, des problèmes de toxicomanie, de l'automutilation, des troubles de l'alimentation et/ou des idées suicidaires que les personnes qui n'ont pas été victimes de violence fondée sur le sexe. Le fait d'avoir été agressé sexuellement plus d'une fois, ou dans un contexte de violence conjugale, augmente le risque de suicidabilité et d'abus de substances psychoactives (Jina et Thomas, 2013).

Malheureusement, la prévalence de la violence fondée sur le sexe est excessivement élevée au Canada, et elle l'est encore plus pendant la pandémie (Dlamini, 2021). Toute personne au Canada a le droit de vivre à l'abri de la violence et d'accéder à des soins qui peuvent l'aider à se remettre des nombreux effets négatifs sur la santé associés à toutes les formes de violence, y compris la violence fondée sur le sexe. Il est grand temps que tous les ordres de gouvernement et tous les Canadiens et Canadiennes travaillent de manière concertée pour éliminer la violence fondée sur le sexe au Canada. La SCP est prête à apporter son aide.

RÉFÉRENCES

Baker, L. C. (2013). *Understanding technology-related violence against women: Types of violence and women's experiences*. Learning Network, Western University.

<http://www.vawlearningnetwork.ca/our-work/briefs/brief-06.html>

Burczycka, M. (2020). *Les expériences de comportements sexualisés non désirés et d'agressions sexuelles vécues par les étudiants des établissements d'enseignement postsecondaire dans les provinces canadiennes, 2019* (Catalogue N°. 85-002-X). Statistique Canada <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/85-002-x/2020001/article/00005-end.pdf>

Campbell, R. W. (2001). Preventing the "second rape": Rape survivors' experiences with community service providers. *Journal of Interpersonal Violence*, 16(12), 1239-1259.

<https://doi.org/10.1177/088626001016012002>

Société canadienne de psychologie. (2010). *Violence contre les femmes*.

<https://cpa.ca/aboutcpa/policystatements/#violencewomen>

Chan, D. K.-S., Lam, C. B., Chow, S. Y., & Cheung, S. F. (2008). Examining the job-related, psychological, and physical outcomes of workplace sexual harassment: A meta-analytic review. *Psychology of Women Quarterly*, 32(4), 362-376. <https://doi.org/10.1111/j.1471-6402.2008.00451.x>

Chen, Y. U. (2010). Women's reporting of sexual and physical assaults to police in the National Violence Against Women Survey. *Violence Against Women*, 16(3), 262-279. <https://doi.org/10.1177/1077801209360861>

Cotter, A. et Savage, L. (2019). *La violence fondée sur le sexe et les comportements sexuels non désirés au Canada, 2018 : Premiers résultats découlant de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés* (N° 85-002-X au catalogue). Statistique Canada <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2019001/article/00017-eng.htm>

Creamer, M., Burgess, P. et McFarlane, A. C. (2001). Post-traumatic stress disorder: Findings from the Australian National Survey of Mental Health and Well-being. *Psychological Medicine*, 31(7), 1237-1247. <https://doi.org/10.1017/s0033291701004287>

Dlamini, N. J. (2021). Gender-based violence, twin pandemic to COVID-19. *Critical Sociology*, 47(4-5), 583-590. <https://doi.org/10.1177/0896920520975465>

Hango, D. et., Moyser, M. (2018). *Harcèlement en milieu de travail au Canada* (N° 75-006-X au catalogue). Statistique Canada, Centre des statistiques sur le genre, la diversité et l'inclusion. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2018001/article/54982-eng.htm>

Jatmiko, M. I., Syukron, M. et Mekarsari, Y. (2020). COVID-19, harassment and social media: A study of gender-based violence facilitated by technology during the pandemic. *The Journal of Society and Media*, 4(2), 319-347. <https://doi.org/10.26740/jsm.v4n2.p319-347>

Jina, R. et Thomas, L. S. (2013). Health consequences of sexual violence against women. *Best Practice & Research Clinical Obstetrics & Gynaecology*, 27(1), 15-26. <https://doi.org/10.1016/j.bpobgyn.2012.08.012>

Martin-Storey, A. P., Paquette, G., Bergeron, M., Dion, J., Daigneault, I., Hébert, M. et Ricci, S. (2018). Sexual violence on campus: Differences across gender and sexual minority status. *Journal of Adolescent Health*, 62(6), 701-707. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2017.12.013>

Commission de la santé mentale du Canada. (2020, 6 décembre). « Des victimes aux survivantes » : Rendons hommage aux personnes ayant perdu la vie du fait de la violence fondée sur le genre en investissant dans celles qui la subissent toujours. <https://mentalhealth-commission.ca/statements/21586-from-victims-to-survivors-honouring-those-lost-to-gender-based-violence-by-investing-in-those-still-living-it/>

Northcott, M. (2013). *Recueil des recherches sur les victimes d'actes criminels, n° 6. Sondage mené auprès de survivants de violence sexuelle*. Ministère de la Justice. <http://www.justice.gc.ca/eng/rp-pr/cj-jp/victim/rd6-rr6/p3.html#ftn1>

Pearce, M. E., Christian, W. M., Patterson, K., Norris, K., Moniruzzaman, A., Craib, K. J., Schechter, M. T. et Spittal, P. M. (2008). The Cedar Project: Historical trauma, sexual abuse and HIV risk among young Aboriginal people who use injection and non-injection drugs in two Canadian cities. *Social Science & Medicine*, 66(11), 2185-2194.

<https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2008.03.034>

Sinacore, A. L., Durrani, S. et Khayutin, S. (2021). Men's reflections on their experiences of gender-based violence. *Journal of Interpersonal Violence*, 36(3-4), 1660-1681.

<https://doi.org/10.1177/0886260517742148>

Sinacore, A. L. et Furlani, N. (2023). An analysis of vulnerabilities: Assessing the psychological risk of survivors of sexual and intimate partner violence in Canada. In S. Shariff & C. Dietzel (Eds.), *IMPACTS: Interrupting sexual violence: The power of law, education, and media*. University of Toronto Press.

Sinacore, A. L. et Morningstar, B. A. (2017). Endemic sexism in the Canadian workplace: Systematic support for sexual aggression. In G. T. Bonifacio (Ed.), *Global currents in gender and feminisms: Canadian and international perspectives* (pp. 155–167). Emerald Publishing Limited. <https://doi.org/10.1108/978-1-78714-483-520171015>

Statistique Canada (2019). *Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés*.

<https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV.pl?Function=getSurvey&SDDS=5256>

Stermac, L., Cripps, J., Amiri, T. et Badali, V. (2020). Sexual violence and women's education: Examining academic performance and persistence. *Canadian Journal of Higher Education*, 50(1), 28-39. <https://doi.org/10.47678/cjhe.v50i1.188601>

CDH : Agence des Nations Unies pour les réfugiés. (s.d.). *Violence sexuelle et sexiste*. <https://www.unhcr.org/what-we-do/protect-human-rights/protection/gender-based-violence>



CANADIAN
PSYCHOLOGICAL
ASSOCIATION

SOCIÉTÉ
CANADIENNE
DE PSYCHOLOGIE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE PSYCHOLOGIE

Courriel : cpa@cpa.ca

cpa.ca/fr